

Message de Georges Pompidou aux lecteurs du Times (3 janvier 1973)

Légende: Le 1er janvier 1973, le Royaume-Uni devient membre des Communautés européennes. Deux jours plus tard, Georges Pompidou, président de la République française, adresse un message de bienvenue aux lecteurs du Times.

Source: POMPIDOU, Georges. Entretiens et discours. Volume II: 1968-1974. Paris: Plon, 1975. 321 p. p. 135-138.

Copyright: (c) Editions Plon

URL: http://www.cvce.eu/obj/message_de_georges_pompidou_aux_lecteurs_du_times_3_janvier_1973-fr-2915d084-ddb6-4624-bbdd-fe55d30d6418.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

Message de Georges Pompidou aux lecteurs du *Times* (3 janvier 1973)

L'année qui s'ouvre sera marquée par de profonds changements dans la situation européenne et avant tout par l'élargissement de la Communauté. Je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée par le *Times* d'en dégager, à l'intention de ses lecteurs, la signification.

Pour la Grande-Bretagne, d'abord. Il suffit d'évoquer les espoirs que nous entretenions, les inquiétudes que nous ressentions lorsque, en 1958, nous nous sommes lancés dans l'aventure communautaire, pour imaginer l'état d'esprit qui anime l'opinion britannique au moment de rejoindre les six membres fondateurs du Marché Commun. Il s'agit en effet d'une transformation profonde du cadre dans lequel une nation attachée à son passé, et à ses traditions, doit désormais penser et agir.

Il est vrai que la mise en vigueur du traité d'adhésion ne fait que consacrer une longue évolution des esprits et des mentalités, et que déjà vos dirigeants, votre administration, vos responsables économiques sont parfaitement armés pour jouer leur partie dans le jeu communautaire.

Cependant les obstacles sont inévitables, qui rendent parfois difficile le respect des engagements souscrits. Nous savons, par expérience, que la tentation est grande, alors, de recourir aux clauses de sauvegarde qui peuvent exister dans les textes. Mais l'histoire des vingt dernières années nous enseigne aussi que l'on gagne toujours à écarter ces solutions de facilité, et à faire face. Je ne doute pas, connaissant la ténacité et la volonté de vaincre des Britanniques, qu'ils se rangeront à ce dernier parti. Ceci d'autant plus que la Grande-Bretagne devrait très vite retirer des bénéfices concrets de son appartenance à la Communauté : ouverture d'un vaste marché à ses produits industriels, et notamment à sa technologie de pointe ; élargissement du cadre de ses activités financières ; encouragement à la restructuration de ses régions en perte de vitesse, sans compter le rôle de premier plan qu'elle est tout naturellement appelée à jouer dans le domaine politique.

Pour la France, l'élargissement de la Communauté constitue tout à la fois un défi et la promesse d'une oeuvre commune.

Un défi, parce que nous ne sous-estimons pas la puissance économique anglaise, ni la capacité des Britanniques à s'adapter à une situation nouvelle. Nous savons que, chez eux, le respect des traditions n'empêche pas d'être, dans certains secteurs, à la pointe du progrès, et qu'en peuple réaliste et pratique ils savent admirablement tirer parti de leur expérience et de leurs moyens pour la défense de leurs intérêts bien compris. Ce défi, non seulement nous l'acceptons, mais nous nous en félicitons, car nous y voyons un stimulant pour nous-mêmes, et donc un facteur de progrès.

La promesse d'une oeuvre commune aussi. Je crois qu'il n'est pas exagéré de dire qu'en dépit ou peut-être grâce aux rivalités qui ont parfois opposé nos deux peuples, Français et Britanniques éprouvent les uns pour les autres attirance et sympathie. Le rapprochement des positions en matière de politique européenne va leur ouvrir de nouvelles perspectives d'action en commun, au service d'une entreprise qui dépasse les deux pays, et associe, sur un pied de stricte égalité, sans privilège ni exclusive, neuf pays également désireux de faire progresser la construction européenne.

Pour la Communauté enfin, l'élargissement marque plus qu'un simple accroissement des dimensions physiques, des ressources humaines, ou du potentiel économique. Au moment où apparaissent dans le monde de nouveaux centres de puissance, il donne à l'Europe des possibilités accrues de se faire entendre, et de marquer son identité propre. L'expérience qu'a la Grande-Bretagne des affaires internationales, le goût qu'elle a toujours manifesté pour les grandes entreprises, le réseau d'amitiés dont elle dispose, bref, son esprit d'ouverture, peuvent constituer à cet égard autant d'atouts précieux.

Mais ce n'est pas seulement le rôle extérieur de l'Europe qui sera modifié par l'entrée en vigueur du traité d'adhésion, c'est aussi l'avenir interne des nations européennes.

La Conférence au sommet a longuement insisté sur cet aspect des choses lorsqu'elle a établi, pour les années qui viennent, un programme de travail à la fois ambitieux et réaliste.

Chaque Etat membre y apportera sa contribution selon son génie propre et nous ne doutons pas que l'apport de la Grande-Bretagne sera particulièrement fécond. Je pense notamment qu'un peuple qui a peut-être plus que tout autre le souci de préserver son identité nationale sera à même de faire d'utiles suggestions lorsque le moment sera venu de définir l'Union européenne que nous appelons tous de nos vœux et qui, sous peine d'aller à l'échec, devra concilier l'apparition progressive d'une personnalité commune et la sauvegarde du caractère spécifique des membres qui la composent.

Enfin, à l'heure où l'on s'interroge sur les mérites et les limites de la croissance, nos amis britanniques pourront apporter une utile contribution à l'instauration d'un cadre de vie, qui, tout en étant compatible avec les servitudes de la compétition industrielle, favorise l'épanouissement de l'homme.

1er janvier 1973 ! Voici que la Grande-Bretagne, modifiant une attitude séculaire, a décidé de s'amarrer au continent et de chercher, dans l'union européenne, un nouveau stimulant en même temps qu'un rôle à la mesure de ses capacités. La France y voit un enrichissement pour la Communauté, et un motif supplémentaire de donner à l'amitié franco-britannique plus de chaleur et plus d'efficacité. Tel est l'esprit dans lequel se déroulèrent les conversations entre M. Edward Heath et moi-même. Tel sera, je n'en doute pas, l'esprit dans lequel nos deux pays collaboreront sans arrière-pensée au sein de la Communauté élargie.